

2010

2011

UNE ANNÉE D' ACTIONS

EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

EN PAYS DE LA LOIRE



LES CONVICTIONS, L' ACTION ET LE PROJET

Un an déjà depuis la victoire de la Gauche et des Écologistes du 21 mars 2010. Les 17 élu-e-s Europe Écologie Les Verts se sont rapidement mis en action, au service de leurs convictions : enclencher la transformation écologique et sociale de la Région. Ces convictions irriguent chacune des décisions de notre équipe, avec quatre vice-présidences où nous assumons nos engagements sur l'environnement et l'énergie mais aussi sur deux compétences régionales majeures : l'éducation et l'apprentissage, l'emploi et la formation professionnelle.

Le bilan de notre équipe démontre déjà le sens des responsabilités des écologistes, leur capacité à travailler dans le concret. Il démontre aussi combien la diversité est une force pour notre majorité. Ensemble, nous sommes plus forts, tant que chacun des partenaires reste dans le mouvement, dans la dynamique, dans la créativité. Forts de nos différences et de nos personnalités, nous saurons trouver encore plus demain qu'aujourd'hui les moyens de contrer la crise sociale et économique, mais aussi de nous mobiliser face à l'urgence climatique et alimentaire.

Car nos convictions sont intactes. Au-delà de l'indispensable réaction à la crise, nous remettons en question l'actuel modèle de développement d'une société dépendante, qui pille et gaspille les ressources de la planète au bénéfice de quelques-uns. Ainsi, notre opposition au nouvel aéroport de Notre Dame des Landes n'est pas qu'un détail : c'est un vrai sujet de fond, sur lequel nous continuerons de nous battre.

Un an déjà... Nous avons beaucoup fait. Il reste encore beaucoup à faire. Nous continuerons tout le long de ce mandat à nous mobiliser et à travailler pour une société plus juste et plus solidaire, une société écologique tout simplement.

Jean-Philippe MAGNEN

Président du Groupe Europe Écologie Les Verts

www.ee-cr-pdl.net

Aller vers l'économie et l'emploi durables

Notre action sur l'économie et l'emploi durables à l'heure où nous préparons le schéma « Economie et emploi durables » est marquée par une volonté de transformation des modèles de production et de consommation. L'innovation, la recherche et la formation sont au cœur de ces enjeux sociaux et environnementaux.



ÉCO-FILIÈRES ET MÉTIERS DE DEMAIN

LE POTENTIEL DES ÉCO-FILIÈRES

Construire une économie plus propre et plus sobre... C'est ce que promettent les éco-filières à l'instar de l'étude que nous avons pilotée. Au travers de ces nouvelles filières, il s'agit à la fois de répondre aux urgences mais également d'anticiper les mutations économiques, sociales et environnementales. En se concentrant sur certaines priorités articulant enjeux mondiaux et locaux comme l'énergie, l'agriculture ou encore les déchets, la Région peut dynamiser le développement de son territoire tout en participant à la lutte contre le réchauffement climatique, contre les inégalités, pour la préservation de l'environnement.





Jean-Philippe Magnen

*vice-président,
président de la commission
formation professionnelle,
emplois et métiers de demain*

Geneviève Lebouteux

en charge des éco-filières

Laurent Martinez

en charge des achats responsables

Christelle Cardet

en charge des métiers de demain

Thierry Pradier

en charge des éco-conditionnalités

EMPLOI ET SERVICE PUBLIC DE LA FORMATION

VERS UN SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE LA CONTINUITÉ PROFESSIONNELLE

Cette première année a vu l'approfondissement et l'élargissement du service public régional de la formation professionnelle continue. Gratuité des coûts pédagogiques pour tous les demandeurs d'emplois (niveaux BAC et BEP), renforcement des actions d'orientation et de qualification au bénéfice des publics prioritaires (jeunes, personnes handicapées, détenus...) vont dans le sens d'une meilleure sécurisation des parcours.

Notre ambition est aujourd'hui d'articuler ces actions avec la mise en œuvre du Plan Régional de Continuité Professionnelle à destination des salariés. En Pays de la Loire, en 2009, 170 000 salarié-e-s ont changé de métier dont 35 000 de métier et d'entreprise. C'est donc une priorité que d'anticiper ce phénomène sur les territoires, en concertation avec les partenaires sociaux et les entreprises. C'est aussi une priorité d'anticiper les besoins en formation sur les métiers de demain : c'est le sens de l'appel à projets lancé pour 10 nouvelles formations dans les filières de l'économie verte.

AGRICULTURE

FAIRE PLUS ET MIEUX POUR L'AGRICULTURE

Il faut agir plus fort pour une agriculture durable et rémunératrice pour les exploitants, protectrice de l'environnement, porteuse d'emplois et de produits de qualité pour tous. La politique actuelle n'est pas assez volontariste. Nous souhaitons accentuer la conversion au bio, poursuivre le développement de circuits courts, aider les agriculteurs à ne plus crouler sous les frais externes imposés et, enfin, accompagner l'industrie agroalimentaire dans un cadre propice à une agriculture durable et pourvoyeuse d'une alimentation saine.

CONDITIONNALITÉ DES AIDES POUR UNE ÉCO-CONDITIONNALITÉ ACTIVE

Soutenir la transformation de nos modèles de production, c'est aider les entreprises à mieux intégrer les questions sociales et environnementales, les biens communs que sont, entre autres, l'égalité, la solidarité, la formation, la santé, l'environnement...

Nous avons proposé d'instaurer pour toutes les aides régionales des critères d'éco-conditionnalité, à la fois objectifs et progressifs. 2011 doit permettre d'entrer dans le concret.

L'éducation pour porter notre projet de transformation de la société

Nouvelles sections d'apprentis sur les métiers de demain, introduction de l'agriculture biologique et locale dans les restaurants scolaires, accélération de la rénovation énergétique des lycées, promotion de l'ouverture à l'international, de l'éducation à la citoyenneté, de la lutte contre les discriminations...

En Pays de la Loire, l'éducation et la formation portent aujourd'hui notre ambition de transformation de la société.

ÉGALITÉ
DES CHANCES
SOLIDARITÉ

À l'opposé de la politique éducative du gouvernement, les choix de la Région sont basés sur des principes d'égalité des chances et de solidarité.

AIDE AUX FAMILLES

par la mise en place d'un fonds social régional lycéen ;
par plus de gratuité à tous les niveaux d'études ;
par le soutien renforcé aux lycéens et aux apprentis pour permettre un séjour en Europe au cours de leur scolarité ;
par l'expérimentation de la mise à disposition d'ordinateurs aux apprentis et lycéens qui en ont besoin.

SOUTIEN RENFORCÉ À L'APPRENTISSAGE

avec un budget 2011 conforté ;
avec l'ouverture de vingt-deux nouvelles sections dont plus de la moitié dans les métiers de demain (construction et maintenance des éco-bâtiments, énergies renouvelables, agriculture biologique...) ;
avec la revalorisation des aides aux apprentis pour le transport, l'hébergement et la restauration.

DES PROJETS DE CONSTRUCTION DE NOUVEAUX LYCÉES

Quatre constructions en cours à Pornic, Clisson, Ile de Nantes, Beaupréau ; le lancement d'études pour le lycée nord-est de l'agglomération nantaise et un plan de rénovation énergétique des lycées d'un budget de 78 millions d'euros.



Matthieu Orphelin

*vice-président,
président de la commission
éducation et apprentissage*

Joëlle Remoissenet

*en charge de la restauration collective,
de la lutte contre les discriminations et
de la politique du handicap*

RESTAURATION COLLECTIVE

BIO ET CIRCUITS COURTS DE QUALITÉ POUR LES RESTAURANTS SCOLAIRES

Début février 2011, nous avons lancé une expérimentation de l'approvisionnement des restaurants scolaires des lycées et des CFA auprès des filières locales inscrites dans le développement durable (bio, agriculture durable, labels garantis sans OGM...).

37 établissements sont concernés et 5 CFA, soit 22 000 repas par jour. Objectifs : étudier tous les aspects de la démarche (approvisionnement, transformation, formation des cuisiniers, sensibilisation...) avant la généralisation.

De quoi booster la structuration des filières dans la Région et soutenir nos paysans !



▲ Légumerie dans un établissement de la métropole nantaise



ÉLÈVES SANS-PAPIERS // LE SENS DE CE PARRAINAGE, C'EST QUE NOS DESTINS SONT LIÉS... //

Le 26 février 2011, les élu-e-s régionaux EELV ont participé à un parrainage citoyen de 48 élèves sans-papiers organisé par l'association Enfants Étrangers Citoyens Solidaires (RESF Nantes). Matthieu Orphelin et Joëlle Remoissenet ont rappelé le droit inaliénable de tous et toutes à accéder à l'éducation :

// Chers enfants et jeunes gens, le sens de ce parrainage, c'est de vous dire que nos destins sont liés, que la solidarité est un combat permanent et indispensable pour construire un monde plus juste, que nous ferons notre possible pour vous garantir une vie et une scolarité les plus sereines possible dans le respect des valeurs de solidarité et d'égalité des chances... //

La dynamique du 3x30

La question énergétique traverse la plupart des politiques régionales. D'autant plus que nous avons fixé des objectifs ambitieux, synthétisés par le « 3 X 30 » :

La diminution de 30 % de la consommation énergétique, la diminution de 30% des émissions de gaz à effet de serre, l'augmentation de 30% de la production à partir des énergies renouvelables (ENR). Ce qui bouscule positivement de nombreuses politiques : l'énergie bien sûr, mais aussi le développement économique et la recherche, l'éducation et la formation professionnelle, le logement, les nouveaux contrats de territoire qui intègrent les plans Climat.



L'INNOVATION TOUS AZIMUTS

Le 3 X 30 entraîne des dynamiques positives, de la recherche à l'innovation en passant par l'accompagnement des filières que ce soit dans le solaire, l'autonomie énergétique, les micro-algues, l'éolien et en particulier l'éolien off-shore autour de Saint-Nazaire. La transversalité de ces objectifs se concrétisera par l'évaluation de nos politiques publiques à travers les 3x30.

Dans le domaine de l'énergie proprement dit, nous avons donné priorité aux actions de maîtrise dans le bâtiment avec un budget de 11,5 millions d'euros en 2011 pour conforter l'aide aux particuliers et aux collectivités, pour renforcer l'animation et pour entamer un travail de réflexion sur les enjeux de la sobriété énergétique et des comportements.



Emmanuelle Bouchaud
vice-présidente à l'énergie

DES LOGEMENTS ÉCONOMES EN ÉNERGIE

Le logement est un enjeu majeur de l'aménagement juste et solidaire de notre territoire, pour contribuer à réduire l'impact écologique, lutter contre le mal logement et créer de l'emploi.

Nous intervenons aux côtés des agglomérations comptant de grands ensembles et en faveur du logement des plus fragiles, en participant à la construction/réhabilitation des résidences et logements sociaux.

Nous avons renforcé la conditionnalité des aides régionales au logement, avec l'exigence du seuil minimum du BBC (bâtiment basse consommation) pour toutes les constructions neuves et *a minima* la classe « C » pour les réhabilitations. Et nous lançons en 2011, en concertation avec les acteurs du territoire, les premières bases d'une action en matière de lutte contre la précarité énergétique.

L'ENGAGEMENT ÉDUCATION ET FORMATION

Le 3 X 30 est intrinsèquement lié aux enjeux de l'éducation, ne serait-ce qu'à travers l'adaptation des formations aux nouveaux métiers des énergies renouvelables et des économies d'énergie.

De plus, les établissements régionaux de formation constituent un parc immobilier sur lequel on peut agir avec force. Après la réalisation de diagnostics de performance énergétique, la réalisation d'audits énergétiques et l'engagement de nombreux lycées dans la démarche d'écoresponsabilité, un plan spécifique de rénovation des lycées va être lancé pour atteindre l'objectif des 3 x 30, en expérimentant des « **contrats de performance énergétique** » par lycée.

THT NE COURT-CIRCUITONS PAS LE DÉBAT !

Le Conseil régional a adopté en juillet 2010, sur proposition des écologistes, un vœu s'opposant au projet de ligne Très Haute Tension Contentin-Maine, conséquence directe de la construction d'un EPR à Flamanville.

En parallèle, nous effectuons un recours auprès du Conseil d'État pour demander l'annulation de la déclaration d'utilité publique du projet. Cette opposition s'appuie, outre notre refus du nucléaire, sur la nécessité d'une étude épidémiologique préalable, sous des lignes existantes, pour prendre en compte les conséquences sanitaires des champs électromagnétiques.



Priorité ? Solidarités !



Hédia Manai-Bauchet
*suivi de la politique à destination
des seniors et lutte contre les
discriminations*

Vincent Dulong
en charge du logement

Face au désengagement de l'État, face à la détresse sociale conjuguée à la stigmatisation récurrente de certaines catégories de la population, la Région Pays de la Loire a décidé de placer les solidarités au cœur de ses politiques.

**LUTTE CONTRE LES
DISCRIMINATIONS
LA RÉGION
S'ENGAGE**

**Une politique majeure de cette nouvelle mandature :
lutter contre toutes les formes de discrimination.**

D'une part avec des études sur l'élaboration d'un « pack autonomie » des jeunes, d'autre part avec la création d'une Autorité régionale des luttes contre les discriminations et pour l'égalité des droits.

Il s'agit de mettre en cohérence les politiques publiques afin de s'attaquer à toutes les formes de discrimination, mais aussi d'engager cette action de façon transversale. Un programme spécifique a été lancé sur les lycées et CFA : 18 projets portés par les jeunes seront accompagnés dès cette année.

**LOGEMENT
SOLIDAIRE**

**L'équité sociale est au cœur de l'écologie politique.
Cet engagement de solidarité dans la politique régionale
du logement se concrétise par deux actions majeures.**

Premièrement, le renforcement de l'éco-conditionnalité des aides régionales pour la construction et la réhabilitation de l'habitat social, avec l'obligation de la norme BBC pour tous les nouveaux logements.

Deuxièmement, la priorité affirmée pour développer le logement pour les étudiants et les jeunes avec notre soutien croissant à la construction et réhabilitation d'hébergements publics ou associatifs et la généralisation de la caution régionale solidaire pour les jeunes de moins de 30 ans.





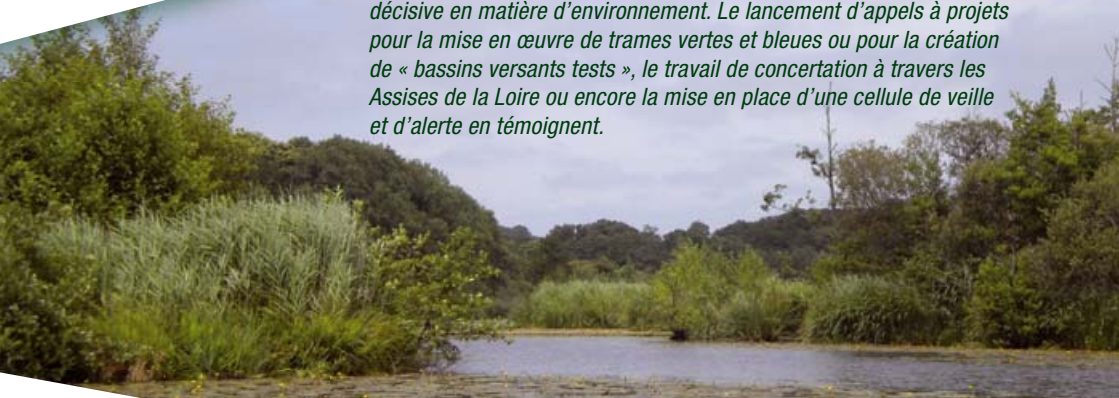
Sophie Bringuy
vice-présidente à l'environnement

Christophe Dougé
en charge de l'eau
et des circuits courts

Claudine Goichon
en charge de la santé dans les CTU

L'environnement à cœur

L'implication des élu-e-s Europe Écologie Les Verts est évidemment décisive en matière d'environnement. Le lancement d'appels à projets pour la mise en œuvre de trames vertes et bleues ou pour la création de « bassins versants tests », le travail de concertation à travers les Assises de la Loire ou encore la mise en place d'une cellule de veille et d'alerte en témoignent.



▲ Asserac

**ASSISES DE LA LOIRE
LE FLEUVE EN MARCHÉ**

L'année 2011 sera marquée par l'organisation des Assises de la Loire, une grande réflexion (ateliers thématiques en mai-juin, restitution à l'automne) sur le développement d'une gestion intégrée du fleuve.

Parmi les sujets à traiter : la biodiversité, la gestion et restauration des espaces naturels, les usages (agriculture, pêche, nautisme, tourisme...), les paysages, le patrimoine naturel et culturel, l'identité ligérienne, l'économie de proximité et la pérennité des activités agricoles, l'urbanisme, les inondations et risques naturels, les activités économiques et portuaires, les risques industriels...

Le contrat régional de bassin versant (CRBV) permet d'intervenir à l'échelle du bassin, avec un programme d'actions coordonnées autour de l'eau.

Cet outil a fait ses preuves en provoquant une dynamique collective qui mobilise les territoires. Mais nous voulons aller plus loin en lançant un appel à projet « Bassins pilotes : zone test pour une meilleure qualité de l'eau ».

Il s'agira de faire converger les outils régionaux sur un même territoire pour tester concrètement leur efficacité, au regard de différentes problématiques agricoles (exemples : maraîchage, horticulture, élevage, viticulture). Notre volonté est également de faire émerger des sites « vitrines » qui pourront essaimer sur le territoire.

« Débattre au regard du développement durable de l'opportunité de certains projets problématiques. »

Cet engagement du pacte majoritaire prend désormais la forme d'un outil opérationnel : une cellule de veille et d'alerte permanente sur les projets impactant négativement l'environnement. Cette cellule sera un véritable outil d'aide à la décision politique et d'animation du débat public. Premiers chantiers : l'hyperélectrosensibilité, la ligne THT Cotentin-Maine, la zone d'activité de Méron.

**TOUJOURS PLUS DE
QUALITÉ POUR L'EAU**

**CELLULE DE VEILLE
ET D'ALERTE
"DÉVELOPPEMENT
DURABLE"**

Un grand pas vers la co-construction des politiques culturelles



Samira El Alaoui
*en charge du suivi des politiques
du livre et de la lecture*

Daniel Ramponi
en charge des arts visuels

Dans le cadre de la Conférence régionale consultative de la culture, les élu-e-s EELV sont engagés dans un processus de concertation des acteurs culturels dans les thématiques qu'ils suivent : arts visuels, arts plastiques, livre et spectacle vivant.

Il s'agit de co-construire les politiques publiques culturelles et d'accompagner la structuration des filières. C'est ainsi qu'a été mis au point, en coopération avec les représentants professionnels du cinéma, le règlement d'intervention régionale concernant la numérisation des cabines de projection. Pour le spectacle vivant et le livre, une redéfinition des comités techniques chargés d'étudier les aides aux acteurs de ces secteurs est en cours. Il s'agit là d'un travail associant directement société civile, professionnels et associatifs, à la rédaction de textes politiques et juridiques de la Région, avec des conséquences concrètes sur leurs activités professionnelles ou militantes. Cette démarche de co-construction représente un progrès considérable.

PARADIS FISCAUX UNE CHARTE DÉONTOLOGIQUE CONTRE LES PARADIS FISCAUX

Affirmant sa volonté de communiquer en toute transparence sur sa gestion, la Région a adopté une charte déontologique où elle s'interdit tout recours à des financements nocifs. Un pas important dans la lutte contre les paradis fiscaux.

OGM LES ÉLU-E-S ÉCOLOGISTES GÉNÉRALISENT LES RECOURS ANTI-OGM

La plupart des Régions françaises ont déposé des recours contre l'autorisation de mise sur le marché de six variétés de maïs transgénique par la Commission européenne. Un travail en réseau interrégional des élu-e-s écologistes, dont ceux des Pays de la Loire.

XYNTHIA APRÈS LA COMPASSION, L'ACTION

Associés à la douleur des victimes de la tempête Xynthia et de leurs familles, les élu-e-s EELV ont voté le Plan tempête régional adopté au lendemain du drame.

Aujourd'hui, c'est la volonté d'agir qui importe : un travail de concertation avec les territoires impactés a ainsi été lancé pour penser un aménagement durable du littoral.

Pour des modes de transports plus écologiques et plus efficaces...



Marie-Laure Motreuil
en charge des déplacements doux
et de l'aménagement des gares

Michel Perrier
en charge de l'accessibilité,
des passages à niveaux et des
études Laval/Mayenne



Les transports et singulièrement le projet d'aéroport Notre Dame des Landes auront été la cause des plus importantes divergences au sein de la majorité régionale.

◀ Cécile Duflot, Eva Joly, Guy Hascoët
et Jean-Philippe Magnen sur le site
de Notre Dame des Landes

FAIRE DES CHOIX CLAIRS

Nous combattons jusqu'à son abandon le projet inutile, coûteux, et écologiquement désastreux de nouvel aéroport à Notre Dame des Landes.

Le 15 novembre, nous avons voté contre la convention de financement entre l'Etat et les collectivités locales, et notre mouvement a déposé un recours juridique. Nous avons annoncé notre refus du financement du syndicat mixte pour l'aéroport, le rapport a été retiré du vote en séance de nuit le 27 janvier ! Notre détermination ne faiblira pas.

La modernisation de l'actuelle liaison ferroviaire Nantes-Rennes est une priorité, mais pas la création d'une nouvelle ligne dans l'objectif de servir de desserte à Notre Dame des Landes.

En positif, l'accord politique de deuxième tour actait le refus de la région de soutenir de nouveaux programmes routiers et de concentrer les moyens sur le ferroviaire. Ainsi, la politique régionale des transports comprend une série de mesures concrètes que nous défendons, dont certaines sont même issues de notre programme : priorité à l'augmentation du nombre de dessertes ferroviaires, efforts continus d'investissement sur le matériel roulant et sur les infrastructures du train, nouvelle tarification 50 % sur les billets plein tarif, cofinancement des projets de transports collectifs des agglomérations, développement de l'intermodalité, soutien aux autoroutes de la mer...

La modernisation et le remaillage du réseau ferré régional sont pour nous essentiels. Pour les voyageurs, la réouverture programmée de la ligne Nantes-Châteaubriant montre que la région peut être ambitieuse. Nos priorités, à moyen terme, sont maintenant la réouverture de deux autres lignes locales : Mayenne-Laval et La Flèche-La Suze.

Le développement du fret ferroviaire, de proximité et en lien avec le Grand Port de Nantes Saint Nazaire, est à encourager plus fortement.

L'objectif est bien de développer le report modal, c'est-à-dire de passer du « tout voiture et camion » à des transports alternatifs peu émetteurs de CO₂ et de polluants.

